

L'Express Ottawa - Actualités

Le Centre des métiers Minto prêt à accueillir les étudiants en septembre



Publié le Juillet 22 2010

Photo : Tricia Van der Grient

Tricia Van der Grient

Les étudiants seront en mesure d'être formés pour des emplois à forte demande en métiers spécialisés dès septembre avec l'ouverture du nouveau Centre des métiers Minto, une école satellite de La Cité collégiale.

Sujets : [Centre des métiers Minto](#) , [Fondation de La](#) , [Conseil sectoriel](#) , [Orléans](#) , [Chemin Trim](#) , [Campus Alphonse-Desjardins](#)

L'établissement est en cours de construction sur le chemin Trim, à Orléans, et ajoutera 57 000 pieds carrés d'espace d'apprentissage pour La Cité. Il accueillera 350 étudiants dans 14 programmes dans sa première année.

Les étudiants pourront suivre des cours dans des domaines comme la plomberie, l'énergie renouvelable et les technologies de construction écologiques. En 2014, le nouveau Campus Alphonse-Desjardins sera en mesure d'accueillir 750 étudiants dans 23 programmes.

Le député d'Ottawa-Orléans, Phil McNeely affirme que le gouvernement provincial avait hâte d'obtenir une école postsecondaire à Orléans. En 2008, le bureau de l'ancien député de la région Marc Godbout, avait organisé un séminaire avec des représentants des écoles secondaires et des universités et collèges de la ville. «La Cité collégiale a présenté une excellente demande et ils avaient besoin d'espace pour prendre de l'expansion», explique M. McNeely.

L'école a reçu 6,75 millions \$ en fonds provinciaux, 4 millions \$ en financement fédéral et 1,8 millions \$ en dons pour le terrain de la ville. La Fondation de La Cité avait pour objectif de recueillir 4 millions \$ et a reçu des dons de divers entreprises de la région. «Il me semble qu'il y a un grand besoin d'augmenter le nombre de francophones formés dans les métiers spécialisés, notamment à Orléans et dans les environs de Prescott-Russell», indique M. McNeely.

Le Conseil sectoriel de la construction estime que 7000 nouveaux travailleurs qualifiés seront requis par le secteur de la construction dans l'Est de l'Ontario au cours des huit prochaines années. «C'est très important pour Orléans - les étudiants apporteront une nouvelle vitalité à notre communauté», a ajouté M. McNeely.

Le centre permettra à La Cité collégiale de presque tripler ses programmes d'apprentissage pour y inclure plus de métiers de la construction. Les étudiants seront en mesure d'effectuer des stages dans les entreprises locales et avoir de l'expérience pratique dans la menuiserie, la plomberie et plus.

Le directeur du Centre, Frédéric Poulin souligne que le nouveau centre inclura de vraies maisons avec lesquelles les étudiants pourront travailler. «Nous serons en mesure de faire de la recherche appliquée – les étudiants, les entreprises et le gouvernement sera en mesure d'utiliser ces maisons pour les essais.»

Le collège n'accueillera pas seulement des étudiants de l'école secondaire, ajoute M. Poulin. «Certains sont déjà des diplômés du niveau postsecondaire et certains sont déjà dans un métier mais veulent se spécialiser et apprendre davantage sur leur domaine.» «Il est essentiel de mettre l'accent sur les métiers, et de montrer aux jeunes qu'il existe d'autres options pour le postsecondaire», conclut-il.

11 août 2010 | Le Droit | CATHERINECATHERINELAMONTAGNE LAMONTAGNE
clamontagne@clamontagne@ledroit.ledroit.com com

De jeunes leaders déplorent le manque d'activités culturelles à Ottawa

La gouverneure générale du Canada a ouvert les portes de sa demeure à quelque 130 jeunes de la région de la capitale nationale, hier, afin d'inaugurer l'Année internationale de la jeunesse de l'Organisation des Nations unies.

Pendant une période d'un peu plus de 90 minutes, les jeunes ont pu s'exprimer sur les enjeux, mais surtout sur ce qu'ils aimeraient voir s'améliorer ou apparaître dans la région d'Ottawa-Gatineau. Accompagnée de représentants de la Commission de la capitale nationale (CCN) et de l'Association canadienne pour les Nations unies, Michaëlle Jean a réitéré la confiance qu'elle accorde à la jeunesse canadienne.

« Sous-estimer les jeunes et ce que vous (les jeunes) avez à offrir, c'est une vérité indéniable: dans toutes les révolutions, et tous les tournants décisifs dans l'histoire, les jeunes ont toujours été des catalyseurs de changement », a déclaré Mme Jean, citant en exemple l'élection du premier président afro-américain des États-Unis, Barack Obama.

Comparaison avec Montréal

Les jeunes présents ont soulevé plusieurs enjeux qui, selon eux, touchent la jeunesse de la région de la capitale nationale. Alors que certains ont énuméré les problèmes de pauvreté et d'intégration des minorités visibles dans les organismes publics et privés, plusieurs ont déploré l'espace accordé à l'art, qualifiant la ville d'Ottawa de « timide ».

« À Montréal, vous savez qu'en bas de la rue, il va y avoir un spectacle de hip-hop ou de danse. À Ottawa, vous savez qu'il y aura un édifice du gouvernement fédéral », a lancé une participante.

Les comparaisons avec la métropole québécoise ont d'ailleurs été nombreuses lors de ce forum de discussions. Loin de vouloir que la capitale nationale se transforme en Montréal, plusieurs participants ont proposé de s'inspirer de certaines activités qui s'y déroulent pour animer les villes d'Ottawa et de Gatineau davantage. Certains jeunes voudraient notamment voir la création d'une semaine de la mode ou d'un gigantesque tournoi de hockey sur la patinoire du canal Rideau durant l'hiver.

Ne pouvant répondre à toutes les demandes en l'espace d'une soirée, la gouverneure générale du Canada a tenu à lancer un message « aux jeunes leaders » du pays afin que ceux-ci gardent espoir en leur idée et leur rêve.

« Je sais que certains qualifient vos idées d'utopiques ou d'idéalistes, avec un soupçon de condescendance. Eh bien, prenez-le comme un compliment et prouvez-leur le contraire », s'est exclamée Mme Jean.

Michaëlle Jean se rendra dans cinq autres régions du pays au cours des prochains mois afin d'y organiser le même type de dialogue. Elle retournera notamment dans le quartier Point Douglas, à Winnipeg où elle s'était rendue en 2007 pour y rencontrer des jeunes issus de milieux défavorisés. Depuis, la communauté s'est reprise en main et le taux de criminalité a considérablement diminué, selon Mme Jean.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

11 août 2010 | Le Droit | MARCMARCTISON TISON LaLaPresse Presse

Les centres sportifs s'épuisent

Une centaine de centres de conditionnement physique ont fermé leurs portes en un an

De nombreux centres de santé et de conditionnement physique du Québec tirent la langue. Depuis un an, une centaine ont fermé leurs portes, au terme d'un long essoufflement budgétaire.



ARCHIVES

Entre le 1er août 2009 et le 31 juillet 2010, 106 centres de conditionnement physique ont cessé leurs activités au Québec. Curves et Swann figurent parmi les centres franchisés les plus touchés.

Entre le 1er août 2009 et le 31 juillet 2010, 106 centres de conditionnement physique ont cessé leurs activités. Mais il s'en crée presque autant chaque année, observe Jean-Jacques Préaux, porte-parole de l'Office de protection du consommateur. Pendant la même période, 73 nouvelles demandes de permis de studios de santé ont été déposées à l'OPC. À l'heure actuelle, 506 permis sont actifs.

Dans les communiqués signalant la fermeture d'un centre de santé, que l'OPC diffuse à un rythme aussi soutenu que celui d'une danse aérobique, ce sont les centres franchisés Curves et Swann qui sont le plus souvent cités.

Depuis un an, six communiqués ont signalé la fermeture d'un studio Curves, la plus importante chaîne de franchises de centres de conditionnement physique du monde, avec 10 000 centres dans 44 pays. Une douzaine d'autres ont fait mention de la fermeture de centres Swann, une chaîne fondée en 2003 par les Québécois Anne Cloutier et Marc Scremin. Sur les 64 centres Swann inscrits dans le Profil des commerçants de l'OPC, 27 n'avaient plus de permis.

Chez Swann, personne n'était disponible pour faire des commentaires.

Les gens vieillissent

JoAnne Labrecque, professeure en marketing à HEC-Montréal et spécialiste en commerce de détail, voit dans cette vague de fermetures le résultat du vieillissement de la population. « Les gens de 60 à 70 ans vont moins s'entraîner dans ces centres que les personnes de 30 ou 40 ans », dit-elle.

En outre, l'intermède économique difficile des deux dernières années a sans doute exercé une pression sur les dépenses de loisir.

Par ailleurs, elle observe que les chaînes Curves et Swann sont arrivées tardivement dans un marché saturé, et ont orienté leur offre vers les femmes et la nutrition lire maintien ou perte de poids. « Quand on promet quelque chose et que les gens n'y arrivent pas, il peut y avoir une déception ou une démotivation », souligne-t-elle pour expliquer la désaffection de la clientèle.

Les fermetures de ces centres à vocation spécifique sont souvent survenues dans les villes de petites ou moyennes dimensions, des marchés peut-être moins en mesure de soutenir une offre aussi ciblée.

Alors que l'automne va bientôt susciter une nouvelle vague d'abonnements aux centres de conditionnement, de saines précautions s'imposent.

« Il est important de s'assurer qu'ils ont bel et bien leur permis de studio de santé délivré par l'OPC, rappelle Jean-Jacques Préaux. Dès lors, les clients ont une protection. » Le studio de santé en règle doit obligatoirement verser un cautionnement de 15 000 \$, qui servira à rembourser les clients en cas de fermeture.

On peut vérifier la validité des permis sur le site Internet de l'OPC, à l'adresse www.opc.gouv.qc.ca, dans la fenêtre « Renseignez-vous sur un commerçant ».

Payer... en deux fois

En raison du grand nombre de fermetures de centres chaque année, l'OPC conseille aux consommateurs de payer leur abonnement en deux versements ou plus, en dépit des offres de rabais associées aux paiements en un versement unique.

Votre centre de conditionnement physique préféré a fermé ses portes à votre nez ? Vous pourriez avoir droit à un remboursement pour la partie non terminée du contrat, pour laquelle un paiement avait été fait. Vous devez remplir le formulaire de recours au cautionnement, que vous trouverez sur le site de l'OPC.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

11 août 2010 | *Le Droit* | GENÈVE –

FIN DE LA PANDÉMIE DE GRIPPE A(H1N1)

L'Organisation mondiale de la santé a mis fin hier à la pandémie de grippe H1N1, la première du XXI^e siècle qui avait affolé la planète il y a plus d'un an avant de s'avérer « modérée » et nettement moins dévastatrice qu'une simple grippe saisonnière. « Le monde n'est plus en phase d'alerte 6 » et entre désormais « dans la période post-pandémique », a annoncé la directrice de l'OMS, Margaret Chan, lors d'une téléconférence. L'alerte a été levée car le nouveau virus

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

MARIO BOULIANNE mboulianne@ledroit.com

À SURVEILLER: L'histoire des familles francophones qui ont bâti Hull au XIX^e siècle, demain, à 19 h, à la Maison des auteurs. Pour information, 819-243-0888.



Ah... les vacances!

Enfin les vacances. Je sais, ça m'a pris du temps à y arriver, mais là, on y est.

Plusieurs raisons me forcent à ne pas décrocher complètement pendant mes vacances.

Une quinzaine de jours à penser à autre chose qu'au boulot. Vais-je réussir? Ma blonde dit que je n'y arriverai pas. Et elle

a sans doute raison.

En fait, plusieurs raisons me forcent à ne pas décrocher complètement. La première, est la possibilité d'avoir un blogue à l'automne. Le patron m'a parlé de

ça au début de l'été. Et j'avoue que l'idée me plaît beaucoup.

Mais, est-ce que je serai un bon blogueur? Aurais-je assez

de temps pour bien entretenir cette fenêtre sur le web? Pourrais-je être assez intéressant pour que vous soyez nombreux à «bloguer» avec moi?

Voilà pourquoi je ne pourrai pas décrocher totalement pendant mes vacances. Il y aura toutes ces questions qui me trotteront dans la tête. À dire vrai, ils me tiendront bien occupé, ces questions.

D'ailleurs, c'est un peu pour cela que je voulais aborder ce sujet avec vous, à quel-

ques heures du début de mes vacances. Voyez-vous le blogue comme une vitrine pour vous exprimer, pour échanger des idées, pour amener des pistes de solutions à des problèmes sociaux?

Auriez-vous envie de discuter avec un chroniqueur sur un sujet précis?

Toutes ces questions me hantent. Je rêve d'avoir cette tribune depuis longtemps. J'ai la conviction que le web est le médium de communication

par excellence. L'Internet, ce n'est pas l'avenir, c'est le présent. Et c'est sur la toile que je veux maintenant m'exprimer, vous raconter des histoires et surtout, vous faire réagir.

Malgré ces deux semaines de repos, je demeurerai près de mon portable. Je lirai mes courriels à tous les jours.

Alors, ne vous gênez pas pour m'écrire et me donner votre avis sur le sujet.

On se retrouve le 1^{er} septembre.

» EN BREF

LE KINGSWAY S'IMPOSE

C'est un secret pour personne, je suis un habitué du club de golf Château Cartier.

Selon moi, ce terrain est un des plus intéressants et des mieux entretenus des terrains publics urbains de la région.

Par contre, je dois vous faire part de mon dernier coup de cœur. Le club de golf Kingsway en met plein la vue aux golfeurs ces temps-ci. Le terrain dirigé par le professionnel Marc Foucault est d'une qualité remarquable. J'ai d'ailleurs rarement vu ce terrain en aussi bonne condition. Bravo à Marc, au surintendant Michel Renaud et à leur équipe.

Aujourd'hui, mon cœur balance entre le Château Cartier et le Kingsway. Je dois tout de même vous dire que je suis un homme fidèle. Alors, je vais flirter enco-

re un peu avec le Kingsway sans toutefois nier mon amour que le Cartier, dirigé par le professionnel Guy Beaulieu, et que j'ai dû délaissier la semaine dernière pour laisser toute la place aux jeunes compétiteurs des Jeux du Québec!

RÉMI S'EXPOSE

Le photographe Rémi Laprise expose ses œuvres. Jusqu'au 27 août, au Casino du Lac-Leamy. Le vernissage, sur invitation, se tiendra demain soir. Mais le public est invité à visiter l'exposition à tous les jours.

Rémi s'est donné comme mission de photographier les feux d'artifices qui sont présentés au lac Leamy, dans le cadre des Grands Feux. Pour vous en mettre plein la vue, visitez son site Internet au www.remilaprise.com.

AU PETIT CHICAGO

Les Mercredi rock sont en vedet-



QUI SERA LA REINE DES LABOURS

À l'aréna de Vankleek Hill se tenait une rencontre du comité de la compétition Reine des Labours, qui aura lieu lors du Concours international de labour et Exposition rurale 2011 à Chute-à-Blondeau. Les organisateurs ont rencontrés Astrid Arisyan, de la société Mark's Work Warehouse de Rockland, qui offrira des manteaux à chacune des candidates. Des sacs à dos, bouteilles d'eau et insignes d'identification ont aussi été donnés à tous les membres du comité. Astrid, gérant du magasin de Rockland depuis 2004, et Keith Hotte, gérant du district d'Ottawa-est, ont ainsi voulu apporter leur contribution à la compétition Reine des Labours et au Concours international de labour 2011. Sur la photo, Ken et Janet Unsworth, Joyce Lalonde, Florence Mainville, Isabel Kinneer, Astrid Arisyan, Stephanie Hill-Nicholls, Tammy Oswick-Kearney, Angèle Bouchard, Chris Anderson et Robert Kirby.

te, ce soir, au Petit Chicago sur la Promenade du portage. Par la suite, le cabaret présente le spectacle de Les Marie Bang Bang vendredi soir et celui d'Alexandre Belliard samedi soir.

UN AUTRE SUCCÈS POUR GUINDON

Des centaines de personnes ont sillonné les jardins de l'aquarelliste Jean-Yves Guindon lors de la 20^e édition de son exposition d'aquarelles à Saint-André-Avelin.

Des 125 nouveaux tableaux présentés au public, plus de 80% de sa production annuelle a trouvé preneur.

La série télévisée *Les Trésors de la Petite-Nation* ainsi que sa participation au Jeux du Québec à Gatineau ont contribué à une plus importante visibilité de l'artiste.

LE DÉPART DE PHIL

L'animateur radiophonique Phil Branch quitte la région. Après plusieurs mois au micro



UN PÉRIPLE RÉUSSI

Plus de 6500\$ ont été récoltés par Daniel Léveillé et son équipe dans le cadre de son périple en canot. L'expédition en canot avait comme objectif d'amasser 5000\$ pour la Fondation de l'Hôpital de Hawkesbury. Au terme de ce voyage, Daniel, sa fille Catherine, son fils Maxim ainsi que Hélène Roy, sa fille Éloïse, Philippe Larivière, Sarah Roy-Molgat et Lucie Roy-St-Pierre étaient très heureux de remettre cette somme à Mireille Lauzon et Albert Dicaire, de la Fondation ainsi que Jeanne Charlebois, maire de Hawkesbury.

de la station gatineoise NRJ, Phil se lance dans l'aventure de la métropole alors qu'il occupera un poste d'animateur au même réseau, mais à Montréal. Il ani-

mera la *Hit List* à compter du 23 août.

Doit-on lui souhaiter bonne chance ou plaindre ses nouveaux collègues? Ça reste à voir!



UN BEAU GESTE DE SOLIDARITÉ

Jeff Carrière, un homme de Notre-Dame-de-la-Salette victime du tremblement de terre du 23 juin et dont la grange avait subi de lourds dommages, a été surpris de la solidarité d'une Gatinoise qui avait pris connaissance de son histoire à la télévision. L'enseignante de Gatineau, Chantale Cyr, a organisé, avec l'aide de membres de son entourage dont une autre enseignante, Nathalie Lacelle, un souper spaghetti bénéficié destiné à venir en aide à cet homme et à sa famille. Plus d'une soixantaine de personnes se sont présentées à l'église Ste-Rose-de-Lima, le 7 août. Cette activité, combinée à des dons de collègues de travail de Papiers Masson et du CPE Le lièvre et la tortue, a permis de recueillir un montant de près de 12000\$ qui a été remis à M. Carrière et à sa conjointe. Sur la photo, Myrna, Jeff et leur petit garçon Cole Carrière ainsi que Chantale Cyr et Nathalie Lacelle.

LE DROIT, LE MERCREDI 11 AOÛT 2010

11 août 2010 | Le Droit | La Presse Canadienne

Teachers vend 10 % de ses parts dans Maple Leaf

TORONTO – Le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, connu sous le nom de Teachers, a annoncé hier la vente d'une participation de 10% dans Aliments Maple Leaf à la firme West Face Capital – soit 3,4 millions d'actions communes avec droit de vote, 10,3 millions d'actions communes sans droit de vote et 2,2 millions de bons de souscription d'actions.

Cette entente voit Teachers se départir de toutes ses actions sans droit de vote et de tous ses bons de souscription d'actions dans Maple Leaf ; il conservera toutefois une participation en actions avec droit de vote.

La transaction réduira la participation de Teachers dans Maple Leaf à 25 %, contre environ 36 % précédemment. Teachers comptait parmi les principaux actionnaires de Maple Leaf.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

11 août 2010 | Le Droit

Un outil nécessaire

Les francophones de l'ouest d'Ottawa ont depuis longtemps besoin d'un lieu pour se rassembler. Les recherches du Centre multiservices francophone de l'ouest d'Ottawa se sont arrêtées sur l'ancienne école Grant, sur le chemin Richmond.

Mardi prochain, un comité d'élus de la Ville d'Ottawa doit se prononcer sur le protocole d'achat de l'école désaffectée par le CMFO. Chacune des étapes est essentielle et cruciale. Le comité des services organisationnels et du développement économique doit approuver la transaction pour qu'elle procède à l'ultime étape. Ce sera celle de l'approbation par le conseil municipal au complet. Cette réunion aura lieu le 25 août, si l'étape du 17 août est franchie. Il faut souhaiter que les deux approbations iront de l'avant comme une lettre à la poste; c'est d'ailleurs ce que propose la fonction publique d'Ottawa aux élus. La communauté francophone morcelée à travers le territoire à l'ouest de la rue Bank a besoin de cet outil de développement et de regroupement.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

11 août 2010 | Le Droit | PIERRE JURY ppjury@ledroit.com

Une autre lutte

Loi sur les langues officielles

Il y a maintenant cinq ans que la Chambre des communes a adopté le projet de loi S-3 qui visait à donner plus de mordant à la Loi sur les langues officielles. Elle pourrait bien subir un premier réel test, au cours des mois qui viennent, maintenant que le Commissariat aux langues officielles a déposé un recours judiciaire contre Radio-Canada.

Le commissaire Graham Fraser fait suite à 876 plaintes de citoyens reçues par son bureau contre l'élimination de la production télévisuelle de l'antenne de Radio-Canada, CBEF.

Son enquête a conclu que RadioCanada n'a pas tenu compte « de l'impact de ses décisions sur le développement et l'épanouissement de toute communauté de langue officielle en situation minoritaire ».

Cet argumentaire va au coeur de la partie VII de la Loi sur les langues officielles qui a été renforcée – ainsi le croyait feu le sénateur Jean-Robert Gauthier – par l'adoption du projet de loi S-3, en novembre 2005.

Si la procédure judiciaire va jusqu'au bout, les francophones hors-Québec verront si la partie VII a réellement des dents, ou si ce ne sont que des apparences que des administrations gouvernementales peuvent contourner avec des entourloupettes juridiques et/ou bureaucratiques.

De fait, dans ce dossier, RadioCanada soutiendrait qu'elle relève d'abord du ministère de l'Industrie qui gère les ondes publiques via le CRTC, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes. Le Commissariat aux langues officielles croit de son côté que nulle administration publique ne peut se soustraire à l'application de la Loi sur les langues officielles.

Encore une fois...

Cette dernière lecture, qui semble tomber sous le sens, n'est évidemment pas partagée par Radio-Canada, qui n'a pas consulté la communauté locale de Windsor avant d'annoncer des compressions budgétaires en juin 2009.

Avant d'être revue en 2005, la Loi sur les langues officielles était souvent accusée de ne pas être suffisamment musclée. L'adoption de S-3 réglait le problème, croyions-nous. Il faut croire que ce n'est pas le cas. Encore une fois, les minorités linguistiques doivent se tourner vers les tribunaux pour faire valoir leurs droits.



L'avenir est à ceux qui luttent, dit la devise du quotidien LeDroit. Même si on ne leur laisse pas le choix...

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

11 août 2010 | Le Droit

AULE VERMOT-DESROCHES PAULE Le Nouvelliste Le Nouvelliste TROIS-RIVIÈRES —

La Fondation Cédrika Provencher voit le jour

Le projet était dans l'air depuis plusieurs mois, c'est maintenant chose faite. La Fondation Cédrika Provencher a été officiellement lancée, hier, à Trois-Rivières.

L'organisme, qui n'en est encore qu'à ses débuts, espère profiter de la portée de cette annonce pour s'entourer de nombreux bénévoles et stimuler la participation de la population.

Avec comme ligne directrice « prévenir, agir, accueillir », cette fondation aura notamment pour objectif d'innover dans le domaine de la prévention des enlèvements d'enfants, d'assister et de soutenir les familles qui vivent un tel drame, en plus de travailler à mettre en place de nouveaux outils pour des interventions plus efficaces dans les cas de disparitions d'enfants.

L'idée d'une telle fondation découle du peu d'aide et de soutien dont a pu bénéficier la famille de Cédrika lors de l'enlèvement, soutient son grand-père, Henri Provencher. « L'expérience nous a permis de constater qu'il y avait de nombreuses lacunes, et nous souhaitons surtout éviter à d'autres familles de vivre ces tourments », affirme-t-il.

Bien que la famille avait reçu, à l'époque, le soutien d'organismes comme l'Association des familles de personnes assassinées ou disparues (AFPAD) et Enfant Retour Québec, Henri Provencher affirme que l'aide disponible ne correspondait pas forcément à ce dont les Provencher avaient besoin.

« Chaque organisme a sa place, et on considère qu'actuellement, on prend une place qui était restée libre », ajoute Henri Provencher.

Centre d'hébergement

Par ailleurs, dans une intervention chargée d'émotion, le grand-père de Cédrika Provencher a formulé le souhait de voir la naissance, à Trois-Rivières, d'un centre de répit qui serait destiné aux familles ayant à traverser ce que la famille Provencher a pu vivre. La Fondation Cédrika Provencher entend donc faire l'acquisition d'une propriété où un tel service pourrait être offert.

« C'est un rêve bien personnel, mais j'aimerais pouvoir y accueillir les membres des familles qui vivent un enlèvement d'enfant, qu'ils y trouvent un endroit calme et paisible, propice à la récupération, histoire de se ressourcer et de pouvoir continuer par la suite », signale Henri Provencher. Pour le moment, le projet demeure un peu vague, puisque la fondation n'a pas encore établi de budget pour concrétiser ce centre.

Aide sollicitée

Bien que la Fondation Cédrika Provencher soit officiellement lancée depuis hier, les coffres de l'organisme sont bien peu garnis pour le moment.

Henri Provencher estime qu'il fallait d'abord lancer l'initiative pour ensuite se permettre de solliciter la population, histoire de démontrer le sérieux de la démarche. Un conseil d'administration temporaire formé de bénévoles a donc été nommé et Henri Provencher en assumera la présidence.

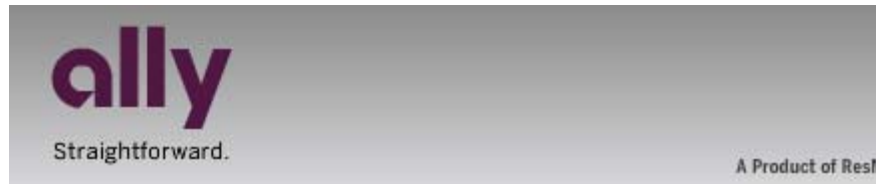
L'aide de la population est maintenant sollicitée afin d'amasser des fonds pour permettre à l'organisme de débiter sa mission.

« Si un événement malheureux devait survenir demain matin, nous serions déjà prêts à intervenir, car nous avons déjà des bénévoles prêts à nous donner un coup de main. Mais on ne pourra pas poursuivre notre mission sans l'aide de la population », indique M. Provencher.

En plus de recruter des bénévoles, la fondation demande aux gens intéressés à soutenir financièrement l'organisme de faire un don par l'entremise du site Internet de la fondation au www.fondationcedrikaprovencher.com.

De plus, le grand-père de Cédrika a fait savoir que le 70 000 \$ amassé chez Comsep et destiné à offrir une récompense pour retrouver Cédrika ne sera pas transféré vers la fondation tant que le mystère entourant son enlèvement ne sera pas résolu.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

One year later no threat of H1N1 wave

By DOUG HEMPSTEAD, OTTAWA SUN

Last Updated: August 10, 2010 6:27pm

Many of those hand sanitizer dispensers installed all over the city last year are empty — not from heavy use, but from neglect.

Exactly one year ago, many Ottawans were panicking about getting the H1N1 flu virus.

Camps were cancelled, schools were closed and people were taught how to use hand sanitizer and wash their hands.

The threat and accompanying frenzy has been declining since the last of two waves of H1N1 ended late last fall. Canada has long since declared the pandemic over but it took the World Health Organization until Tuesday to officially do so.

The two peaks happened here in June and again — and most seriously — between Oct. 26 and Nov. 10.

H1N1 caused 248 hospitalizations in Ottawa and claimed 11 local lives.

“Currently we have no H1N1 activity,” said Ottawa Public Health spokeswoman Dr. Nadine Sicard.

“There hasn’t been a case for several months now.”

That said, the city is keeping an eye on the situation in the southern hemisphere, where it’s currently wintertime.

“We’re not done talking about it,” said Sicard. “We’re still expecting to see some this fall, our plans are still in place. There is some uncertainty.”

Right now, Ottawa Public Health is not predicting anywhere near what was seen in 2009.

“We expect more of a regular flu season,” she said.

What’s changed Sicard said is that so many people caught H1N1 in Ottawa last year that they are immune, unless the virus mutates. The other reason is thousands more were vaccinated against it.

The difference between H1N1 and regular flu comes from the fact that the former is a relatively new virus, and so there’s less immunity to it.

It tends to affect younger people rather than regular flu and can have more severe outcomes.

H1N1 can also strike outside the usual “flu season” — last year’s early peak in June, was unusual.

“We have no crystal ball,” said Sicard. “We’ll just have to wait and see what happens.”

doug.hempstead@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

Discover your family story
at *Ancestry.ca*

French language group to get ruling on census hearing

By ALTHIA RAJ, PARLIAMENTARY BUREAU

Last Updated: August 10, 2010 9:24pm

OTTAWA — Canada's French language groups will find out Wednesday whether the Federal Court will expedite a hearing to reinstate the long-form census.

"We are very pleased that there will be a decision confirmed tomorrow," said Suzanne Bossé, director general of the Federation des Communautés Francophones et Acadienne du Canada.

The group's lawyer, Rupert Baudais, told associate judge Roza Aronovitch that five questions on the long-form census pertaining to language spoken at home and at work are so crucial that without that information the federal government does not have the tools to adequately implement the Official Languages Act and is breaching Canada's Constitution.

The FCFAC believes fewer Canadians will respond to a voluntary survey and the funding of various French-language services, such as health care and early education, will be severely affected.

The group wants its case heard before Sept. 20 to ensure that any judgment in their favour can be implemented before all the long-form census forms are printed.

"The big danger is that the government will delay proceedings too long so a court order can't be realized because the census has already taken place, or the pacification of the census is too far along to accommodate any changes," Baudais said.

He cited an affidavit by Réjean Lachapelle, a former director of the demolinguistics studies division at Statistics Canada who retired this spring, suggesting that the middle of October is the deadline for any changes to the long-form census.

But justice department lawyer Claude Joyal insisted the hearing should not take place before Oct. 19. He told the court he need more time to build the government's case.

Joyal did not present any arguments to suggest this would allow sufficient time to re-establish a mandatory long-form census.

The FCFAC is also asking the federal language rights support program to refund its court costs.

althia.raj@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

Article rank | 11 Aug 2010 | Ottawa Citizen | BY MISTY HARRIS | POSTMEDIA NEWS

Imagine choosing a major — and you're only in Grade 2

Specialization program tested at Alberta school

Choosing an area of specialization is one of the biggest decisions of a student's academic life. Not least when they're just entering Grade 2.

A new program at a Canadian elementary school will soon see children as young as seven placed in classes according to their interests, with the mandated curriculum taught through the lens of that particular pursuit by a teacher who's similarly passionate about it.

If successful, the concept — which ultimately gives kids a kind of childhood "major" — stands to radically change the way education in every province is approached.

"Whether it's a teacher teaching, or a student learning, when you've got people doing what they love, it stands to reason that engagement is going to go up," says Dan Hoch, principal of R.J. Hawkey elementary school, just outside of Calgary. Unlike specialized academies, which typically split children's days into academic and vocational halves, the new program allows one of four key interest areas — humanitarian/environment, the arts, scientific inquiry, or sports — to shape every aspect of the education experience.

The concept is loosely guided by Malcolm Gladwell's notion of providing early opportunities to develop an area of expertise. In 2008's *Outliers: The Story of Success*, the bestselling author concluded that in order to be a high achiever in any field, some 10,000 hours of related practice are required.

"We've got these kids who, at a very young age, already have identifiable interests," says Hoch, who'll be blogging the program's progress for Alberta Education. "Why wouldn't we capitalize on that?"

"Wayne Gretzky was skating when he was three years old."

To prevent students from feeling "locked in," every interest group will get exposure to other classes' teachings, with the opportunity to change specialization at the beginning of each school year.

Initial placements in LENS — Learning in Engaging Networked Settings — are determined by the composite results of surveys taken by the children, parents and teachers to assess the youths' curiosities, which in turn are incorporated into lessons for Grades 2 through 4.

Grade 3 teacher Carla Pierce, for example, plans to teach graphing from a humanitarian perspective by having students chart various countries' wealth. A math class might involve an assignment in which kids calculate waste accumulation, while a big-picture view will be provided by such guest speakers as the social-change organization Me to We.

"My goal is to really help kids feel successful, and to instil intrinsic values through these kinds of activities," says Pierce. "There are going to be subjects where it's difficult to make connections, and some bumps along the way ... But that comes with anything new and innovative."

Researchers at the University of Calgary have signed on to assess such factors as whether students feel correctly placed, overall engagement, parent satisfaction, academic achievement and the extent to which blind observers can decipher a classroom's interest grouping based on how information is presented.

"We anticipate decreased absenteeism — both for the students and the teachers — decreased discipline problems and increases in academic achievement," says Sharon Cairns, chair of educational psychology at the university.

"Probably the greatest potential pitfall is that children, as they're developing, can change their interests in a matter of months ... But for many, their interests do persevere."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 11 Aug 2010 | Ottawa Citizen | POSTMEDIA NEWS

School: All will get exposure to other classes' teachings

Unlike specialized academies, which typically split children's days into academic and vocational halves, the new program allows one of four key interest areas — humanitarian/environment, the arts, scientific inquiry, or sports — to shape every aspect of the education experience.

The concept is loosely guided by Malcolm Gladwell's notion of providing early opportunities to develop an area of expertise. In 2008's *Outliers: The Story of Success*, the bestselling author concluded that in order to be a high achiever in any field, some 10,000 hours of related practice are required.

"We've got these kids who, at a very young age, already have identifiable interests," says Hoch, who'll be blogging the program's progress for Alberta Education. "Why wouldn't we capitalize on that?"

"Wayne Gretzky was skating when he was three years old."

To prevent students from feeling "locked in," every interest group will get exposure to other classes' teachings, with the opportunity to change specialization at the beginning of each school year.

Initial placements in LENS — Learning in Engaging Networked Settings — are determined by the composite results of surveys taken by the children, parents and teachers to assess the youths' curiosities, which in turn are incorporated into lessons for Grades 2 through 4.

Grade 3 teacher Carla Pierce, for example, plans to teach graphing from a humanitarian perspective by having students chart various countries' wealth. A math class might involve an assignment in which kids calculate waste accumulation, while a big-picture view will be provided by such guest speakers as the social-change organization Me to We.

"My goal is to really help kids feel successful, and to instil intrinsic values through these kinds of activities," says Pierce. "There are going to be subjects where it's difficult to make connections, and some bumps along the way ... But that comes with anything new and innovative."

Researchers at the University of Calgary have signed on to assess such factors as whether students feel correctly placed, overall engagement, parent satisfaction, academic achievement and the extent to which blind observers can decipher a classroom's interest grouping based on how information is presented.

"We anticipate decreased absenteeism — both for the students and the teachers — decreased discipline problems and increases in academic achievement," says Sharon Cairns, chair of educational psychology at the university.

"Probably the greatest potential pitfall is that children, as they're developing, can change their interests in a matter of months ... But for many, their interests do persevere."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 11 Aug 2010 | Ottawa Citizen | BY SHARON KIRKEY | POSTMEDIA NEWS

National flu plan needs rethink: expert 1

H1N1 surprised experts by attacking young, healthy

As the World Health Organization declared an official end to the H1N1 pandemic on Tuesday, a Canadian public health expert warned that the influenza strain that put the planet on edge for months could force this country to rethink its annual flu-fighting strategy and get a better grip on the illness's true death toll.

The world is no longer in phase 6 of pandemic alert — a full-blown pandemic. But H1N1 is expected to circulate for years and to cause serious disease in younger people, a group the flu normally spares.

If H1N1 maintains its total dominance among all flu strains, and sticks to its pattern of affecting mostly the young, "we need to be prepared to shift rather quickly our seasonal flu programs to reflect that new reality," said Dr. Kumanan Wilson, Canada research chair in public health policy at the University of Ottawa. "It's a new disease. It's not the same disease as we've been treating. It's a disease that affects a different population with a different mortality rate."

The National Advisory Committee on Immunization normally recommends that priority for seasonal flu shots be given to people at high risk of flu complications, including the elderly and those with chronic health conditions.

But early in the pandemic, which led to 428 deaths, Canadian researchers discovered H1N1 was behaving in startling ways, preferentially attacking the young and generally healthy, causing catastrophically low levels of oxygen in the blood, serious lung damage, viral pneumonia and multi-organ failure in some.

"The key is to realize that we're not dealing with the same seasonal flu that we did in the past," Wilson said.

"If we have H1N1 as the primary strain going forward next year, and our seasonal flu strategies are designed for a virus that affects the elderly, and H1N1 does not appear from the data we have so far to be as lethal in the elderly (as previous strains) ... we may have to recalibrate our vaccine strategies and our target populations."

Millions of Canadians continue to be at risk from H1N1, an official with the Public Health Agency of Canada said. Slightly more than half the population is believed to have some immunity, either because they were vaccinated or exposed to the virus.

"That means that almost 50 per cent of Canadians have not seen this virus, and have not been vaccinated," said Dr. Ken Scott, director of the agency's pandemic preparedness division.

The vaccine for the coming flu season will include the H1N1 strain, as well as other seasonal strains of H3 and B.

"Since there are Canadian citizens who remain at risk, it would be important for them to take advantage of this vaccine when it rolls out in the fall, if they are identified as one of the groups at risk, so they can protect themselves and they can protect their families," Scott said.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | *11 Aug 2010* | *Ottawa Citizen*

Recalled cookies may contain metal: Costco

Cookies sold at Costco stores across the country have been recalled because the snacks may contain pieces of metal, the Canadian Food Inspection Agency said Tuesday. Kirkland Signature-brand Chocolate Lover's Cookie Pack and Chocolate Chunk Cookies have both been taken off the retailer's store shelves, and Costco is promising to call all customers who purchased the affected products. The cookies were packaged in 1.1-kilogram containers, and were sold between July 26 and Aug. 7.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 11 Aug 2010 | Ottawa Citizen | BY ALLISON CROSS | POSTMEDIA NEWS

Report reveals gender gap in university professor salaries

Discrepancies are result of former hiring practices that favoured men, say officials

Male professors at Canadian universities on average earn higher salaries than their female colleagues — with the discrepancy reaching more than \$20,000 at some institutions, according to numbers released Tuesday by Statistics Canada.

The average salary of a fulltime, male teaching-staff member at the University of Toronto, excluding medical and dental faculty members, is \$ 20,362 higher than a female teaching-staff member also working full time, says data from 2008 and 2009.

The University of Calgary has the second-largest gap, with male teaching staff earning \$20,147 more than female professors.

The report, drawn from the annual University and College Academic Staff Survey, lists the full-time teaching staff salaries and salary scales at universities and colleges in Canada that have a staff of 100 or more.

Universities in Ottawa reported lower discrepancies, but Carleton University's (\$ 13,354) was more than the University of Ottawa's (\$7,899).

Other schools reporting larger discrepancies included University of British Columbia (\$16,559), Dalhousie University (\$16,162), Royal Military College of Canada (\$16,035), University of Western Ontario (\$15,933), University of Lethbridge (\$ 15,675) and McGill University (\$15,082).

University officials say these pay discrepancies aren't a sign of bias but instead the result of former hiring practices that favoured men, the age and rank of professors and the distribution of men and women in different disciplines.

"Certainly, when you actually factor in all those variables then, in fact, the gender differences in salary largely disappear," said Edith Hillan, vice-provost, faculty and academic life, at the University of Toronto.

Fields such as business, computer science and engineering tend to pay more and are dominated by men, while female-dominated fields, like social sciences and the humanities, pay less.

"In general, when you look at the data, unfortunately, I think it's probably only about 18 to 20 per cent of all full professors (are) women across Canada," Hillan said. " In a sense ... a lot of it is the result of hiring practices in the past.

"We actually think at (the University of Toronto) we're doing pretty well. Over the last few years, through a very proactive recruitment process, we've got up to the 50-percent mark in terms of woman hires. But most of them are going to be at junior ranks, because that's the way the bulk of our professors come in."

While there may be more women than ever teaching at universities, Hillan said, many are assistant or associate professors — positions that pay less than a full professor job.

" The one thing I would have to emphasize is you can't look at gender in isolation," she said. "You've got to consider other variables as well."

Universities and colleges with smaller salary gaps include Acadia University (\$5,472), St. Thomas University (\$ 4,429), Université de Quebec a Montreal (\$ 3,772) and Institut National de la Recherche Scientifique (\$2,033).

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.